

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS207/22

5 février 2007

(07-0519)

Original: anglais

## CHILI – SYSTÈME DE FOURCHETTES DE PRIX ET MESURES DE SAUVEGARDE APPLIQUÉS À CERTAINS PRODUITS AGRICOLES

### Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

### Notification d'un appel présentée par le Chili au titre de l'article 16:4 et de l'article 17 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et au titre de la règle 20 1) des Procédures de travail pour l'examen en appel

La notification ci-après, datée du 5 février 2007 et adressée par la délégation du Chili, est distribuée aux Membres.

Conformément à l'article 16 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord") et à la règle 20 des Procédures de travail pour l'examen en appel, le Chili notifie sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, au sujet de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* (WT/DS207/RW) et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial.

Le Chili demande que l'Organe d'appel examine certaines conclusions du Groupe spécial qui sont erronées et qui sont fondées sur des constatations erronées concernant des questions de droit et des interprétations connexes du droit.

1. Le Groupe spécial n'a pas déterminé ni appliqué la charge de la preuve appropriée dans le cas d'une procédure de règlement des différends au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord en attribuant au Chili la charge de prouver que la Loi n° 19.897 et le Décret suprême n° 831 (collectivement, la "mesure de mise en œuvre") n'étaient plus incompatibles avec les règles de l'OMC au lieu d'attribuer à l'Argentine la charge de prouver que la mesure de mise en œuvre était incompatible avec les obligations contractées par le Chili dans le cadre de l'OMC au titre de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Les erreurs du Groupe spécial se retrouvent dans son analyse globale figurant aux paragraphes 7.14 à 7.104, plus particulièrement dans ses constatations énoncées aux paragraphes 7.14, 7.44, 7.54, 7.55, 7.79, 7.81, 7.92, 7.96, et dans les constatations qu'il a formulées en liaison avec les observations des parties sur le rapport intérimaire aux paragraphes 6.8 à 6.12, plus particulièrement au paragraphe 6.12.

2. Le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture* en ne donnant pas effet à l'expression "autres que les droits de douane proprement dits" figurant dans la note de bas de page 1<sup>2</sup>, en n'examinant pas la "similitude" avec des prélèvements variables à l'importation et des prix minimaux à l'importation de façon empirique en ce qui concerne les effets réels de la mesure de mise en œuvre<sup>3</sup>, en interprétant le terme "variables" figurant dans la note de bas de page 1 d'une manière erronée, y compris d'une manière qui n'était pas conforme aux constatations de l'Organe d'appel<sup>4</sup>, en interprétant les termes "transparence" et "prévisibilité" d'une manière qui n'était pas conforme aux constatations de l'Organe d'appel<sup>5</sup>, et en élaborant par ailleurs un critère juridique pour évaluer la conformité à l'article 4:2 et à la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture* qui comportait une contradiction interne et n'était pas conforme aux constatations formulées par l'Organe d'appel dans le différend précédent.<sup>6</sup>

3. Le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture* à la mesure de mise en œuvre, y compris dans ses constatations sur le point de savoir si la mesure de mise en œuvre était semblable à un "prélèvement variable à l'importation"<sup>7</sup> et ses constatations sur le point de savoir si la mesure de mise en œuvre était semblable à un "prix minimal à l'importation"<sup>8</sup> en particulier lorsqu'une telle analyse était effectuée comme il était approprié d'une manière empirique.

4. Le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son obligation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord de "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions" et son obligation au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord d'exposer "[ses] constatations de fait, l'applicabilité des dispositions en la matière et les justifications fondamentales de [ses] constatations et recommandations", entre autres choses:

- a) en concluant, sans donner d'explications, que le Ministère des finances violait la législation chilienne en établissant les niveaux des fourchettes de prix<sup>9</sup>;
- b) en omettant, sans donner d'explications, de corriger les erreurs dans la description que le Groupe spécial initial avait faite du système de fourchettes de prix, alors que le Groupe spécial s'appuyait sur cette description pour formuler ses propres constatations<sup>10</sup>;
- c) en n'effectuant qu'un examen superficiel des traits caractéristiques pertinents de la mesure de mise en œuvre, considérée isolément<sup>11</sup>; et

<sup>2</sup> L'erreur du Groupe spécial apparaît aux paragraphes 7.14, 7.20, 7.54, 7.81, 7.92 et 7.104.

<sup>3</sup> L'erreur du Groupe spécial apparaît aux paragraphes 6.9 à 6.12 et 7.97 à 7.103 et ressort autrement de l'analyse du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.14 à 7.104.

<sup>4</sup> Les erreurs du Groupe spécial apparaissent aux paragraphes 7.28 et 7.55 à 7.104.

<sup>5</sup> Les erreurs du Groupe spécial apparaissent aux paragraphes 7.28 et 7.55 à 7.104.

<sup>6</sup> Les erreurs du Groupe spécial se retrouvent dans son analyse globale figurant aux paragraphes 7.14 à 7.104.

<sup>7</sup> L'erreur du Groupe spécial apparaît aux paragraphes 7.55 à 7.104, en particulier aux paragraphes 7.55 à 7.81.

<sup>8</sup> Les erreurs du Groupe spécial se retrouvent aux paragraphes 7.55 à 7.104, en particulier aux paragraphes 7.82 à 7.92.

<sup>9</sup> L'erreur du Groupe spécial apparaît au paragraphe 7.79.

<sup>10</sup> L'erreur du Groupe spécial apparaît aux paragraphes 6.14, 7.40 d), 7.48, 7.50, 7.75 et 7.86 à 7.88.

<sup>11</sup> Les erreurs du Groupe spécial se retrouvent dans son analyse globale figurant aux paragraphes 7.14 à 7.104.

- d) en n'examinant pas les éléments de preuve empiriques sur le fonctionnement réel de la mesure de mise œuvre.<sup>12</sup>

Le Chili demande que l'Organe d'appel infirme les constatations et conclusions du Groupe spécial et modifie en conséquence les recommandations et décisions du Groupe spécial.<sup>13</sup>

---

---

<sup>12</sup> Les erreurs du Groupe spécial se retrouvent dans son analyse globale figurant aux paragraphes 7.14 à 7.104 et dans les constatations qu'il a formulées en liaison avec les observations des parties sur le rapport intérimaire aux paragraphes 6.8 à 6.12.

<sup>13</sup> Voir les paragraphes 8.2 a), 8.3 et 8.4.